

N° 36/CA du Répertoire

N° 93-55/CA du Greffe

Arrêt du 08 août 2002

AFFAIRE : ADJEYIGBE Bouraïma

C/

Ministre du Commerce et du Tourisme

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 29 novembre 1993 enregistrée au Greffe de la Cour le 09 décembre 1993 sous le n° 265/GCS, par laquelle Monsieur ADJEYIGBE Bouraïma, Administrateur du Commerce et du Tourisme, Directeur d'Exploitation du Relais de l'Aéroport de Cotonou a saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir de la décision n° 193/MCT/CAB/CC/CP du 03 août 1993 du Ministre du Commerce et du Tourisme, portant sanction disciplinaire à son encontre ;

Vu la lettre n° 392/GCS du 13 mars 1996, par laquelle ladite requête et les pièces y annexées ont été communiquées au Ministre du Commerce et du tourisme, pour ses observations ;

Vu la lettre n° 295/MCAT/DC/CC/CP du 19 avril 1996 enregistrée au Greffe de la Cour le 02 mai 1996 sous le n° 128/GCS par laquelle le Ministre du Commerce et du Tourisme a produit à la Cour lesdites observations ;

Vu la lettre en date du 15 juillet 1996 enregistrée au Greffe de la Cour le 22 juillet 1996 sous le n° 342/GCS par laquelle Monsieur ADJEYIGBE Bouraïma a, dans un mémoire en réplique, répondu aux observations du Ministre du Commerce et du Tourisme ;

Vu le reçu n° 511 du 04 février 1994 constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;



DE = Grátis

Enregistré à Cotonou le 12/05/03

Fo 23 Case 1776-3

Reçu Grátis

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré, conformément à la loi ;

### **EN LA FORME**

Considérant que le recours de ADJEYIGBE Bouraïma a été introduit dans les formes et délai prescrits par la loi ; qu'il y a lieu de le déclarer recevable.

### **AU FOND**

Considérant que le requérant soutient que la décision querellée est mal fondée et arbitraire ; que son abrogation, telle que prononcée par le Ministre du Commerce et du tourisme, ne comporte pas la preuve que toutes les conséquences en ont été annulées ;

**Sur le moyen du requérant tiré de ce que l'abrogation de la décision n° 193/MCT/CAB/CC/CP du 03 août 1993 querellée par celle n° 045/MCT/CAB/CC du 11 avril 1995, n'induit pas la preuve de ce que toutes les conséquences de la décision abrogée ont été effectivement annulés :**

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que par décision n° 193/MCT/CAB/CC/CP du 03 août 1993, le Ministre du Commerce et du Tourisme a infligé à Monsieur ADJEYIGBE Bouraïma un blâme avec inscription au dossier, avec pour motifs : abus de pouvoir et usage de faux ;

Que ladite décision a été ultérieurement abrogée par le Ministre du Commerce et du Tourisme par décision n° 045/MCT/CAB/CC du 11 avril 1995 dans laquelle il est notamment spécifié à l'article 1<sup>er</sup> « sont et demeurent abrogées les dispositions de la Décision n° 193/MCT/CAB/CC/CP du 03 août 1993 portant sanction disciplinaire, au nom de Monsieur ADJEYIGBE Bouraïma. »



Considérant qu'il résulte de cette abrogation, la reconnaissance par le Ministre du Commerce et du tourisme du caractère illégal de la décision querellée ;

Considérant cependant que, si du fait de l'abrogation, cette décision cesse de produire, à l'égard du requérant, des effets juridiques pour l'avenir, ceux déjà produits dans le passé, subsistent et lui restent opposables ;

Que, pour anéantir toutes les conséquences de ladite décision, tant pour l'avenir que pour le passé, il échet de l'annuler ;

### **PAR CES MOTIFS**

### **D E C I D E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours de ADJEYIGBE Bouraïma contre la décision n° 193/MCT/CAB/CC/CP du 03 août 1993 du Ministre du Commerce et du tourisme est recevable.

**Article 2** : Ladite décision est annulée avec toutes les conséquences de droit.

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

**Article 4** : Les dépens sont à la charge du Trésor Public.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT** ;

**Emile TAKIN**

et

**Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI**

**CONSEILLERS**.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit août deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :



**Raoul Hector OUENDO,**

**MINISTERE PUBLIC;**

**Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI,**

**GREFFIER.**

Et ont signé

Le Président,

A blue ink signature, likely of Raoul Hector Ouendo, written in a cursive style.

Le Rapporteur,

A blue ink signature, likely of Maître Irène Olga Aïtchedji, written in a stylized, vertical cursive style.

Le Greffier,

A blue ink signature, likely of the Greffier, written in a cursive style.